

1. LE PROGRES

L'idée de progrès reste toujours très ambiguë. S'agit-il de l'avancée des connaissances, des techniques, des compétences, ou d'une avancée plus sociétale, avancée de la civilisation Et alors, dans quel sens, cette avancée ?

L'idée de progrès est aussi typiquement occidentale, héritière de la pensée grecque et de la pensée judéo-chrétienne. Elle est liée à :

- une certaine conception du temps, vu comme linéaire, et connoté positivement : le temps conduit vers un mieux. Dans l'univers judéo-chrétien, c'est la notion d'espérance : l'attente du messie pour les juifs ("l'an prochain à Jérusalem") ; la création en marche pour les chrétiens. Dans l'univers laïque, c'est le sens de l'histoire

- une certaine vision de l'homme : l'homme à part, au centre, au sommet de la création ou de la nature. C'est une personne, jouissant de liberté individuelle, maître de son destin. Pour les chrétiens, l'homme est co-créateur avec Dieu, responsable de la marche du monde ("tu domineras la terre")

- la tentation très forte de considérer l'homme blanc comme supérieur : il est plus avancé, plus accompli car mené par la raison. Le colonialisme est alors vu comme un devoir : c'est le "fardeau de l'homme blanc" de civiliser le monde. Et évidemment, c'est surtout l'homme blanc riche et cultivé qui est supérieur...

Tout ceci reste étranger aux sociétés animistes, attachées à la stabilité, ainsi qu'aux sagesse orientales, pour lesquelles le temps est perçu comme cyclique (la roue du destin, la réincarnation). L'homme n'y est pas vraiment individualisé : il fait davantage corps avec un ensemble cosmique, avec les objets, les esprits... ; sa liberté est limitée car il est soumis à des forces qui le dépassent.

Longtemps dans le monde européen, la notion de progrès est restée implicite. Elle s'est approfondie plus particulièrement depuis la renaissance, et notamment au siècle des Lumières, jusqu'à devenir une idéologie au dix-neuvième siècle : le progressisme, le positivisme, c'est la foi absolue dans le progrès, avec cette confusion toujours présente entre les deux notions évoquées précédemment.

On peut considérer cette idéologie "progressiste" comme étant "de gauche" au 18^e et 19^e (l'Encyclopédie, V Hugo, J. Ferry, les républicains, la figure de l'instituteur laïque, les socialistes, les francs-maçons, la colonisation soutenue par les forces de gauche..) Jusqu'à récemment, d'ailleurs, le mot "progressiste" était utilisé par les "forces de gauche", au sens large, pour parler d'elles-mêmes. C'était le progrès des lumières par la raison contre l'obscurantisme, le progrès dans ses deux aspects (Progrès de la connaissance et des techniques ; progrès de la société : école, démocratie, liberté, justice sociale...)

Au vingtième siècle, et plus massivement encore après guerre, l'idéologie du progrès a eu tendance à gagner l'ensemble de la société : tout le monde est devenu progressiste, au moins en ce qui concerne le progrès scientifique et technique. Et même au plan politique, social, sociétal, les "Trente Glorieuses" correspondent à une domination intellectuelle (le keynésianisme) et une pratique effective en occident des idées sociales-démocrates

C'est une époque où règne un optimisme de fond : on peut, on doit, on va, dominer la nature et civiliser le monde. Les enfants vivront mieux que leurs parents.

Cet optimisme est alimenté par les avancées techniques prodigieuses. Il est confirmé par les avancées économiques et sociales, la prospérité en occident, notamment depuis la fin de la seconde guerre mondiale : pendant le vingtième siècle, les richesses produites dans le monde ont été multipliées par vingt

Ces avancées gigantesques permettent de rendre crédible la promesse de généraliser ces avancées au monde entier. C'est la grande idée du développement (lancée par Harry Truman en 49) et reprise dans les années qui ont suivi les indépendances (pays "sous-développés", devenus "en développement") : il existe une civilisation "plus avancée" qui donne la direction à suivre

Les résistances au progrès :

Au dix neuvième et au début du vingtième siècle, les seules résistances au progrès étaient le fait des réactionnaires de tous bords, les royalistes (l' Action Française), une part importante des catholiques (avec des exceptions notables comme le *Sillon* de Marc Sangnier), Pétain ("la terre ne ment pas"). Cette tendance s'est prolongée ailleurs en Europe avec Franco en Espagne, Salazar au Portugal, les colonels grecs... Il s'agit non seulement d'un anti-progressisme dans la sphère sociale et politique, mais en fait d'un obscurantisme général (Goebbels : "quand j'entends le mot "culture", je sors mon revolver")

Ce n'est plus le cas. Les résistances au progrès ne sont plus l'apanage d'une droite extrême passéiste. Au point que Jean-Paul Besset publie en 2005 un livre intitulé "*Comment ne plus être progressiste sans devenir réactionnaire*"!

Les choses commencent en fait à changer vers 1970. Le bel optimisme positiviste se fissure avec la parution d'ouvrage comme "*le printemps silencieux*", de Rachel Carson (1962), ou le Rapport du Club de Rome "*Halte à la croissance !*" (1972). C'est la naissance du mouvement écologiste (candidature de René Dumont aux présidentielles de 1974)

Le progrès, non plus tel qu'il est rêvé, mais tel qu'il est vécu réellement, apparaît comme totalement dépendant de la croissance économique, qui génère une consommation accrue de ressources et accumule les nuisances. La nouveauté, c'est la découverte douloureuse de la finitude : la planète a des limites. (c'est l'objet de la seconde partie)

Parallèlement à cette prise de conscience des limites du *possible*, se fait jour une interrogation sur le *souhaitable*, sur le caractère ambivalent du progrès et de la société qu'il engendre, la société de consommation. En dehors des limites imposées par l'environnement, le progrès, intrinsèquement, est-il toujours souhaitable et bénéfique ? Ecologistes, hippies, babas-cool remettent en cause le progrès à la fois sur le possible et sur le souhaitable.

Plus récemment, quelques scientifiques, comme Claude Bourguignon, Dominique Belpomme, Jacques Testard et le mouvement des "lanceurs d'alerte", osent dénoncer les dérives de la technoscience, rongée par le dogmatisme scientiste, dominée par une caste qui ne tolère pas l'expression du doute : la science s'éloigne ainsi du véritable esprit scientifique. Soumise aux diktats de l'argent, de l'immédiateté des applications, du productivisme, la technoscience s'impose de manière irresponsable dans des domaines extrêmes (OGM, pesticides et autres sciences de la vie, nucléaire, nanotechnologies...), sans précaution, sans laisser le temps de la réflexion, et la possibilité du doute. Elle engage ainsi la société dans des risques insensés. L'audience de ces scientifiques reste limitée, mais prend néanmoins de l'ampleur.

A côté de la contestation du progrès par la mouvance écologiste et par une minorité de scientifiques, des interrogations émergent dans la pensée plus spécifiquement politique. Certaines gauches de gauche (anticolonialistes, tiers-mondistes, puis altermondialistes) s'insurgent contre l'idée d'une unique voie du progrès : la civilisation occidentale ne peut prétendre être un chemin obligé. La mondialisation libérale, vecteur du progrès à l'occidentale, est entachée de collusion avec les forces d'argent et se révèle destructrice et porteuse d'inégalités croissantes.

2. LES LIMITES PLANÉTAIRES

L'empreinte écologique

Chaque être vivant consomme des ressources et laisse des déchets, modifiant ainsi son environnement, laissant sa trace, son empreinte. Cet impact sur la planète peut s'estimer en comptabilisant la surface productive terrestre qui permet d'une part de produire nourriture, vêtements (coton, laine...), bois de construction ou de chauffage, eau potable, air pur..., et d'autre part de réparer les nuisances (absorption des gaz à effet de serre...)

Actuellement, chaque humain consomme annuellement la production de 2,5 hectares : c'est son "empreinte écologique".

Le problème, c'est que la Terre ne met à la disposition de chacun de ses habitants qu'environ 1,8 hectare (champs, prés, forêts, eaux poissonneuses...).

Les 30% de dépassement proviennent des ressources non renouvelables (pétrole, gaz, charbon, minerais, eau fossile...) ou de ressources renouvelables exploitées au-delà de leur capacité de renouvellement (surpêche, déforestation, dépassement des capacités d'absorption des gaz à effet de serre...). Bref, l'humanité mange son capital au lieu de se contenter du revenu de celui-ci.

La répartition

L'empreinte écologique de l'étasunien moyen s'élève à 9,8 hectares, pendant qu'un malien se contente d'un demi-hectare. Entre les deux, un français demande 5,5 hectares, c'est-à-dire trois fois plus que la surface de 1,8 hectare disponible pour chacun. *"Si le monde entier vivait comme nous vivons, il nous faudrait deux Terres supplémentaires"* (Jacques Chirac au Sommet de Johannesburg).

Un exemple de voracité : la boulimie énergétique, qui pose de sérieux problèmes aussi bien en amont (épuisement des ressources de pétrole) qu'en aval (effet de serre). On voit cette boulimie notamment :

- dans les transports de marchandises et de personnes
- dans l'agriculture productiviste, et dans une alimentation sans saison, sans frontières, comportant une part importante d'origine animale (viande, poisson, produits laitiers), et très transformée. Un exemple : pour faire venir par avion 1 kg de raisin du Chili, il faut 5 litres de carburant

3. ET POURTANT : croissance et développement.

Tous les responsables ne rêvent que de croissance. La croissance est censée régler les problèmes économiques et sociaux (chômage, budget, satisfaction générale). Seulement, elle est trop molle, trop faible. La commission Attali était chargée de la "libérer".

Si ça marchait, si on avait durablement une croissance à 3% ? Une croissance à 3% par an de la production (et de la consommation) fait doubler cette production tous les 23 ans. Elle multiplie par 19 en un siècle, par 370 en deux siècles. Comment envisager un tel programme alors que notre mode de vie, s'il était généralisé, nécessiterait les ressources de trois planètes ?

Mais ça ne marche pas. Est-ce grave ? Il faut préciser la nature de cette croissance : c'est celle du PIB (le Produit Intérieur Brut), qui mesure la totalité de l'activité économique rémunérée. Le PIB intègre aussi bien l'utile et l'indispensable (achat de nourriture, éducation...) que l'inutile, le nuisible, ou les dégâts causés par la société (accidents, vandalisme, marée noire, gaspillages, trajet domicile-travail...). Il ignore en revanche aussi bien le travail familial que le bénévolat, dont l'importance est pourtant capitale pour le bien-être général. D'autres indicateurs, comme l'Indicateur de Progrès Réel, ou l'Indicateur de Développement Humain, divergent notablement de celui du PIB, montrant que la croissance économique n'est pas obligatoirement synonyme de progrès pour la société.

Au plan international, le développement est censé résoudre le problème de la misère au sud. Mais qu'est-ce que le développement ? S'agit-il de généraliser notre mode de vie et notre système économique ? Mais comment faire, alors que cette généralisation demanderait trois à cinq planètes (selon le standard européen ou selon le standard nord-américain)... sans compter ni notre soif de croissance, ni l'augmentation de la population mondiale.

De plus, en dehors même de cette question du possible, peut-on assurer que notre modèle est le modèle indépassable pour l'humanité tout entière ? S'il a ses avantages certains, il a aussi ses zones d'ombre.

Il n'est pas question de dénier aux pays pauvres le droit à sortir du dénuement, mais de souligner le fait que le rêve d'imitation du modèle occidental est irréaliste et ne peut que tourner au cauchemar.

Face aux limites de la planète, face aux inégalités mondiales, notre responsabilité de pays riches est donc d'inventer un mode de vie à la fois plus économe en ressources rares, et plus solidaire. Un système qui permette l'accès de tous au minimum.

Nous n'avons pas le choix : si nous ne savons pas inventer une telle société (que nous sommes quelques uns à appeler société de décroissance), les problèmes économiques, sociaux, environnementaux vont nous conduire à la pénurie et à l'affrontement. L'alternative : ou bien l'avancée vers cette société de sobriété et de partage, ou bien la récession vers le chaos et la barbarie.

4. DES PISTES pour cette société de décroissance.

- Les solutions techniques (isolation, recyclage, énergies renouvelables...) sont indispensables, mais ne peuvent être que partielles. Des changements radicaux de mode de vie seront également nécessaires, touchant à la fois :
- l'organisation de la société (décisions collectives, politiques, aussi bien nationales qu'internationales), pour avancer vers une société à la fois plus sobre en ressources et plus juste
- des changements de comportement personnel concernant aussi bien la vie concrète (alimentation, déplacements, achats...) que les mentalités (être, avoir, paraître...).

CONCLUSION

Il ne s'agit pas de regretter le bon vieux temps, ni les années 60, ni les années 2000 : l'avenir sera autre.

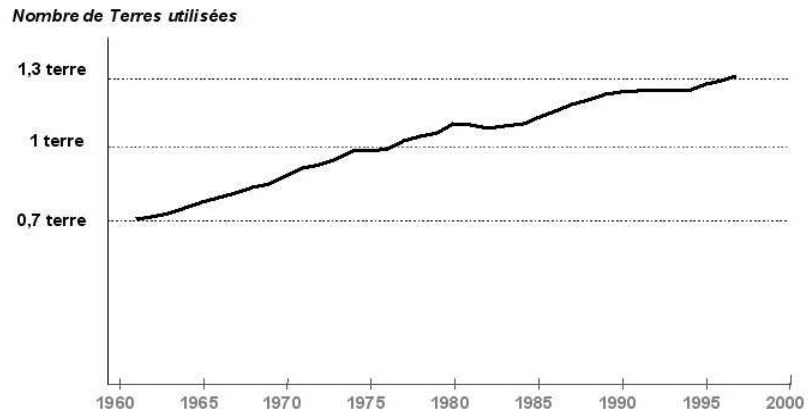
Les fruits du progrès sont divers. Malgré les dérives, beaucoup sont précieux, mais fragiles. Il s'agit de les préserver et de les étendre.

La voie actuelle, qui mise sur un progrès technique infini, ne peut être porteuse d'avenir

Le défi consiste à trier entre l'essentiel de notre civilisation "de progrès" et les délires impossibles à généraliser et à faire durer. A construire un monde de paix et de partage

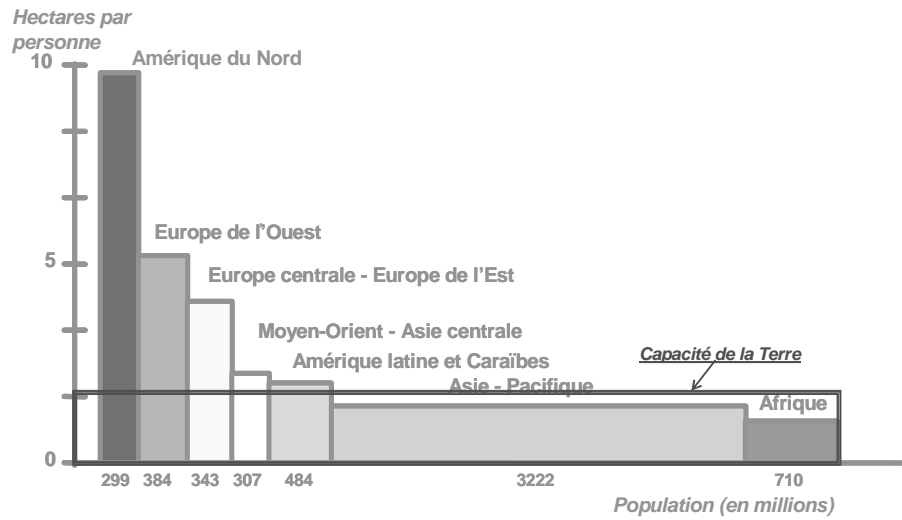
<http://impossible.croissance.googlepages.com/>

Graphique 1 (voir pages 49-50)
L'EMPREINTE ECOLOGIQUE DE L'HUMANITE



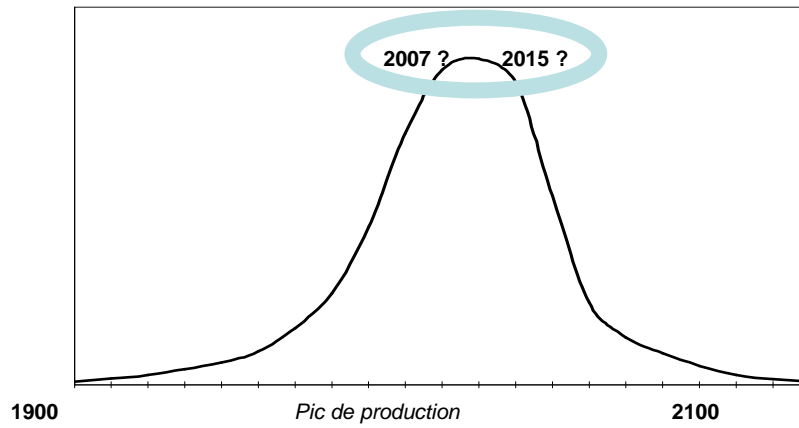
Evolution de l'empreinte écologique de l'humanité, de 1961 à 1997
 Depuis 1975, l'humanité consomme chaque année plus que ce que produit la Terre.
 Nous dépassons maintenant de 30% les capacités terrestres

Graphique 2 (voir pages 49-50)
DISPARITES MONDIALES : l'empreinte écologique par régions



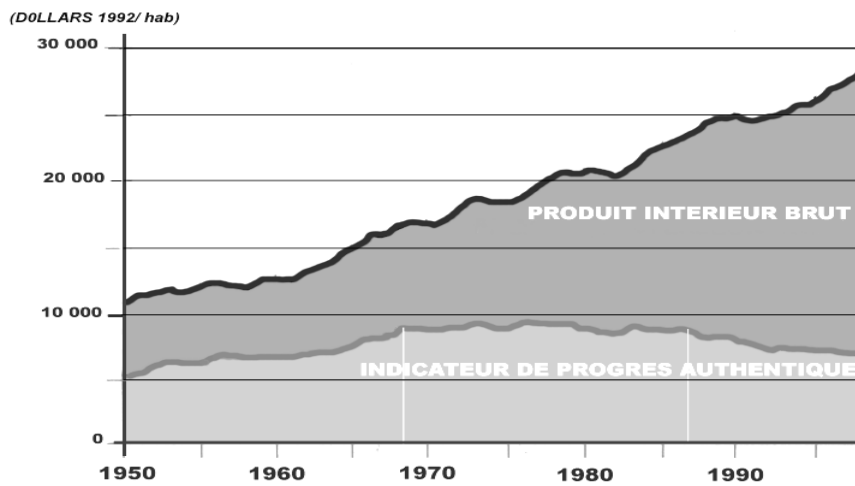
Un nord-américain utilise près de 10 hectares ; un européen de l'ouest, plus de 5 hectares ; un africain, moins d'un hectare. La surface disponible est de 1,8 hectare par personne

Graphique 3 (voir page 70)
VERS LA FIN DU PETROLE BON MARCHÉ : le pic de Hubbert



La production va commencer à diminuer dans les prochaines années, face à une demande toujours croissante. D'où l'explosion prévisible des prix

Graphique 4 (voir page 40)
PIB et PROGRES REEL : l'exemple américain



L'IPA corrige le PIB en retirant les "désutilités" (accidents, pollutions, insécurité, trajet domicile-travail...) et en prenant en compte le travail familial et le bénévolat. Aux USA, l'IPA stagne après 1970 et régresse depuis le milieu des années 80

